La Turquie n’a pas d’amis, elle n’a que des intérêts

par Comité Action Palestine

Six ans après l’abordage du Mavi Marmara, parti pour briser le blocus de Gaza, et l’assassinat par l’armée sioniste de 10 militants turcs, la Turquie vient officiellement de signer un accord de normalisation avec Israël. Cet accord n’aboutit à aucune concession majeure de la part de l’entité coloniale. Le blocus de Gaza ne sera pas levé et la Turquie paiera pour la reconstruction de l’enclave palestinienne détruite par l’armée sioniste en 2009 et 2014. A l’inverse Israël bénéficiera du soutien de la puissante armée turque pour protéger ses plateformes d’exploitation d’hydrocarbures en Méditerranée. De plus cet accord aurait été conditionné par l’éviction du numéro 1 des services de renseignement turcs, nommé à ce poste en 2010 afin de développer les relations sécuritaires et de renseignements avec l’Iran. Le rapprochement avec l’entité sioniste semble motivé par le développement d’une coordination des interventions de ces deux Etats en Syrie. Moins officiellement, il s’agirait de neutraliser des activités du Hamas palestinien en Turquie, voire d’amener le mouvement de résistance à faire des concessions quant aux objectifs de la lutte de libération.

Ceux qui considèrent cet accord comme un brusque revirement de la politique turque vis-à-vis des Palestiniens se trompent. Ils se sont laissé berner par le discours de façade anti-israélien d’Erdogan, principalement destiné à soigner son image auprès de l’opinion publique, et par l’arrêt d’une coopération militaire très étroite avant l’attaque du Mavi Marmara.

Or, en réalité la Turquie, allié historique d’Israël et membre de l’OTAN, s’est enlisé dans des positions contradictoires qui

l’obligent aujourd’hui à rentrer dans la ligne imposée par les puissances occidentales. Dans la période de refroidissement, la Turquie d’Erdogan avait conservé d’importantes relations commerciales avec l’entité sioniste, allant jusqu’à la coopération pour l’exportation en contrebande du pétrole produit par l’Etat islamique. Sur le terrain syrien, leur alliance objective s’est construite sur le soutien actif aux forces anti-gouvernementales.

Avec la volonté de jouer le rôle de puissance régionale, la diplomatie turque était fondée sur le fameux « zéro conflit avec le voisinage ». Pourtant, avec la finesse d’un éléphant dans un magasin de porcelaine, la Turquie est parvenue au résultat inverse. En guerre avec la Syrie, l’Etat turc a multiplié des fautes politiques à l’origine de nombreuses tensions avec d’autres pays, et les effets de sa politique se traduisent surtout par une déstabilisation interne avec les nombreux attentats qui secouent le pays. La Turquie est aujourd’hui obligée de plier. Dans la foulée de la normalisation avec Israël, elle a présenté ses excuses à la Russie suite à la destruction d’un bombardier russe abattu par des F-16 turcs au-dessus de la frontière syrienne.

Pour des raisons diverses, les organisations politiques palestiniennes, en premier lieu le Hamas qui avait misé sur l’alliance avec la Turquie, n’ont pas dénoncé ouvertement cet accord. Cela exprime d’abord les difficultés de la résistance palestinienne à construire une stratégie d’alliances dont le seul objectif serait la libération de la Palestine. Dans cette conjoncture difficile, il n’y a pas de doute que le peuple palestinien saura faire les choix nécessaires pour poursuivre sa lutte vers l’indépendance et la libération de la terre arabe de Palestine. Le Comité Action Palestine est à ses côtés sur ce chemin et soutient de manière inconditionnelle sa résistance.